

Brochure n° 3060

Convention collective nationale  
IDCC : 1930. – **MÉTIERS DE LA TRANSFORMATION DES GRAINS**

---

AVENANT N° 3 DU 24 MAI 2017  
RELATIF À LA PAUSE QUOTIDIENNE

NOR : ASET1750823M  
IDCC : 1930

---

Entre  
ANMF  
SRF  
CFSI  
SNIA

D'une part, et

FGTA FO  
CSFV CFTC  
FNAA CFE-CGC  
FGA CFDT

D'autre part,

préalablement, il est rappelé ce qui suit :

Les partenaires sociaux se sont réunis en mai 2017 en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

Après divers échanges, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord dans les termes qui suivent,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant et intégration de son  
contenu dans la convention collective*

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 62.2.4 « Pause quotidienne » de la CCN MTG (IDCC 1930).

L'article 62.2.4 de la convention collective des métiers de la transformation des grains est modifié, en partie, selon les dispositions figurant à l'article 2 du présent avenant.

## **Article 2**

### *Modification de l'article 62.2.4 « Pause quotidienne » de la CCN MTG (IDCC 1930)*

#### *« Article 62.2.4*

#### *Pause quotidienne*

Dès que le temps de travail quotidien atteint 6 heures consécutives, le salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

Sous réserve, d'une part, de l'application des dispositions légales définissant le temps de travail effectif et, d'autre part, d'accord ou d'usage différent en vigueur au sein de l'entreprise, le temps nécessaire à la restauration et au casse-croûte ainsi que les temps consacrés aux pauses ne sont ni considérés comme du temps de travail effectif ni rémunérés.

Les ouvriers non factionnaires qui ne sont pas appelés à travailler dans une organisation par équipes successives, le travail de chaque équipe étant continu, et qui seront appelés à travailler de façon ininterrompue pendant plus de 6 heures bénéficieront d'une pause rémunérée de ½ heure non décomptée comme du temps de travail. »

## **Article 3**

### *Date d'application*

Le présent avenant est applicable à compter de sa date de signature.

Le présent avenant s'appliquera à l'ensemble des entreprises de la branche et à leurs salariés, le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 4**

### *Publicité et dépôt*

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 24 mai 2017.

(Suivent les signatures.)